

De Naxalbari au Chhattisgarh - Un demi siècle de périple maoïste en Inde

vendredi 18 août 2017, par [Jadarshini](#)

Article rédigé par Sumanta Banerjee à l'occasion du cinquantième anniversaire de la révolte de Naxalbari.

Alors même que le mouvement naxalite/maoïste continue à hanter l'État indien, son avenir n'est pas assuré car la stratégie révolutionnaire de Mao pour la Chine des années '20 à '40 n'est plus applicable en Inde aujourd'hui. Le mouvement a cependant involontairement agi en catalyseur d'une réforme progressiste dans l'Inde rurale. Une stratégie révolutionnaire post-maoïste est néanmoins attendue depuis longtemps.

Un soulèvement paysan en mai 1967 dans un coin inconnu de l'extrémité nord-est du Bengale occidental appelé Naxalbari a déclenché un mouvement qui a continué à hanter l'État indien ces cinquante dernières années. Bien que la révolte fut écrasée par la police en quelques mois, depuis lors, plus rien n'a jamais été pareil en Inde. Les braises sous les corps de ceux qui ont été incinérés (les manifestants paysans tués par la police, toujours vénérés en martyrs dans l'historiographie du mouvement naxalite) ont suscité des étincelles dans d'autres régions du pays. Comme allait l'exprimer, quelques années plus tard, un poète hindi du nord du pays, le nom de Naxalbari représentait un esprit de solidarité : "... Ce simple mot de quatre syllabes n'est pas juste le nom d'un village, mais le nom de tout un pays" [1].

La propagation du message de ce village dans d'autres régions du pays au cours de ce demi siècle pose certaines questions politiques et socio-économiques fondamentales : (i) la lutte armée naxalite/maoïste est le plus long mouvement révolutionnaire survivant dans l'histoire de la résistance paysanne en Inde. Sa subsistance peut être attribuée à la continuité des griefs des pauvres en milieu rural, tout particulièrement des Dalits et des tribaux, que le Communist Party of India (Maoist) [CPI(Maoist)] a été capable de mobiliser dans un mouvement contre l'État ; (ii) tout le long, l'État indien a répondu à leurs doléances en suivant la vieille politique militariste coloniale, réprimant toute protestation paysanne à travers le pays - que ce soit la résistance armée dirigée par les maoïstes en Andhra Pradesh et au Chhattisgarh ou les manifestations non-violentes organisées par les personnes expulsées de leurs domiciles en conséquence de projets tels que le barrage Sardar Sarovar dans le Gujarat ou l'aciérie POSCO dans l'Odisha ; et (iii) la nécessité d'une introspection de la part des dirigeants et des partisans du CPI(Maoist) concernant leur stratégie et leur tactique et la direction future du mouvement.

A cet égard, il peut être utile de brièvement retracer la trajectoire du mouvement naxalite au cours des cinquante dernières années.

Les trois phases du mouvement

La première phase du mouvement naxalite (à partir de 1967, il s'est répandu vers Srikakulam et d'autres régions d'Inde) s'est terminée en 1975 lorsque l'imposition de l'état d'urgence et l'impitoyable action policière ont mis fin à toutes les petites poches que les naxalites avaient occupées dans des régions éparses du pays. La levée de l'état d'urgence et les élections générales de 1977 ont placé un gouvernement United Front à la tête du pays, ce qui a permis la libération des dirigeants et des militants naxalites.

Ceci a conduit à la deuxième phase du mouvement qui fut marquée par un débat interne au sujet de la stratégie et des tactiques à adopter à l'avenir. Ce débat a également soulevé des questions sur le rôle du Communist Party of China qui a inspiré et soutenu les débuts du mouvement (qui fut salué par Radio Pékin qui l'a qualifié de "Tonnerre de Printemps"), sur sa prise de distance ultérieure, et encore plus tard (dans la période 1977-1979), sur sa proposition de la théorie des "Trois Mondes" en vertu de laquelle il prônait pratiquement une alliance avec les États-Unis pour vaincre l'Union Soviétique qu'il considérait

comme son "ennemi principal" à cette époque [2] Pour ce qui concerne le débat sur la stratégie et les tactiques entre les anciens rescapés du mouvement et les nouveaux partisans qui l'ont rejoint, ils allaient dans deux directions différentes (qui ne dépendaient pas nécessairement du fossé générationnel) - les uns donnant la priorité à la participations aux élections parlementaires, aux activités syndicales et aux agitations de masse, les autres revenant à l'ancienne politique (tracée par Charu Mazumdar) de la lutte armée villageoise pour s'emparer du pouvoir. On peut reconnaître le CPI(Marxist-Leninist)(Liberation) comme étant le principal partisan de la tendance soulignant l'importance des agitations de masse et de la participation aux élections.

Ceux qui ont choisi de suivre l'autre direction, celle de l'insurrection armée, prétendaient être les dépositaires légitimes de l'héritage de Naxalbari. Ils étaient principalement représentés par le CPI(Marxist-Leninist)(People's War) [CPI(ML)(PW)] et le Maoist Communist Center (MCC) - qui avaient recours à l'ancienne ligne de la guérilla paysanne.

Au cours de cette deuxième phase du mouvement, c'est le CPI(ML)(PW) qui fut, durant la décennie 1990-2000, en mesure reconquérir l'espace naxalite dans le scénario politique indien. A l'origine basé en Andhra Pradesh, et dirigé par un charismatique révolutionnaire communiste Kondapally Seetharamaiah, le PW a pu étendre son influence et contrôler une large zone limitrophe de l'Odisha et des régions du Maharashtra. Là, le parti a repris le fil de Srikakulam dans les années '70 et a mobilisé les pauvres sur de vieilles questions telles que l'attribution des terres aux laboureurs et de salaires minimums pour les travailleurs agricoles. Les guérilleros du CPI(ML)(PW) ont chassé les oppresseurs féodaux locaux et les exploiters commerciaux, et ont introduit des mécanismes alternatifs de gouvernance assurant une distribution équitable des ressources et une justice sociale grâce à la participation populaire.

Environ au même moment, le MCC avait établi des bases dans le Bihar, effectuant des activités révolutionnaires semblables. En 2004, le PW, le MCC et plusieurs autres groupés naxalites armés ont fusionné pour former un nouveau parti politique, le CPI(Maoist).

Ceci a inauguré la troisième phase du mouvement naxalite. Il englobait un vaste territoire s'étendant du Bihar, du Jharkhand et de l'Odisha à l'est, à travers le Chhattisgarh et les régions limitrophes du Maharashtra dans le centre et l'ouest et jusqu'en Andhra Pradesh dans le sud. Leurs prouesses furent même reconnues par un comité nommé par le gouvernement qui a soumis son rapport à la Commission du plan en avril 2008. Ce rapport décrit comment, sur plusieurs années, les maoïstes ont organisé leur base dans des régions vallonnées et forestières négligées et inaccessible, où les habitants (principalement des tribaux) se voyaient privés de leurs droits fondamentaux tels que des salaires minimums (pour les cueilleurs de feuilles de tabac en Andhra Pradesh, par exemple), et étaient exposés à la violence des propriétaires fonciers féodaux, des entrepreneurs privés, des gardes forestiers et de la police. Dans ces zones de base, les maoïstes ont réalisé des réformes agraires, ont établi des écoles et fourni des services de santé, agissant ainsi comme une sorte de substitut de gouvernement - qu'ils qualifiaient de *janata sarkar*, ou gouvernement populaire [3] Des écrivains tels qu'Arundhati Roy et Jan Myrdal, des journalistes et activistes sociaux tels que Gautam Navlakha, et des réalisateurs de cinéma tels que Soumitra Dastidar qui se sont rendus dans ces régions au cours de la dernière décennie ont noté les réussites ainsi que les limites du mouvement maoïste dans ses zones qu'il occupe [4]

La réponse de l'Etat

L'Etat indien - qu'il soit dirigé par le Congrès ou par l'actuel Bharatiya Janata Party (BJP) - a régulièrement suivi une politique de répression militariste belligérante contre le mouvement naxalite, malgré les avertissements répétés de ses propres agences, selon lesquelles la nécessité était de redresser les inégalités économiques et sociales. En 1969, alors que le mouvement naxalite se répandait rapidement, le Research and Publicity Division du ministère de l'Intérieur de l'Union a publié un rapport reconnaissant que "La cause fondamentale de l'agitation, à savoir, la mise en oeuvre déficiente des lois promulguées pour protéger les intérêts des tribaux, demeure ; tant que l'on ne s'en occupera pas, il ne sera pas possible d'obtenir la confiance des tribaux dont les extrémistes ont pris le leadership" [5].

Quelques 40 ans plus tard, une équipe d'experts nommée par le gouvernement a publié un rapport pour la Commission du plan, dont on a parlé plus tôt, réaffirmant en des termes descriptifs pratiquement semblables à ceux du rapport de 1969, que les conditions socio-économiques des pauvres en milieu rural,

tout particulièrement les Dalits et les tribaux, ne s'étaient pas améliorées au cours des trois dernières décennies - en conséquence de quoi ils étaient attirés par les maoïstes qui leur offraient des structures parallèles d'administration décentralisée comme alternative à la structure de pouvoir hiérarchique dominée par la police, les politiciens et les entrepreneurs.

Au lieu de tenir compte de ces conseils et avertissements et de résoudre les problèmes socio-économiques des populations tribales et des autres sections de pauvres en milieu rural, l'Etat indien a eu recours à la répression militaire. Cette honteuse histoire de répression fut bien documentée, par les organisations pour les droits de l'homme tant en Inde qu'à l'étranger, et rendue publique partout dans le monde.

L'économie politique et stratégie anti-maoïste

La dernière forme de répression policière par l'encerclement des bases maoïstes et l'élimination de leurs dirigeants et de leurs cadres dans la région du Dandakaranya est attisé par le besoin qu'a l'Etat indien de libérer cette région de toute résistance populaire contre son modèle néo-libéral de prétendu « développement ». En vertu de ce modèle, les dirigeants actuels ouvrent les entrailles de la terre indienne - ses ressources minérales et les richesses forestières - aux multinationales et entreprises nationales rapaces. Ils ont besoin d'endroits tels que le Dandakaranya et d'autres régions d'où ils peuvent extraire des minéraux et d'autres ressources naturelles pour alimenter leurs industries. Un tel plan de « développement » nécessite le déracinement des ménages ruraux de leurs foyers et la dépossession de leurs maigres sources de revenus par l'appropriation de leurs espaces forestiers communs.

C'est cette économie politique faussée de l'Etat indien - appuyée par une machinerie sécuritaire militariste - qui a éveillé l'esprit de résistance et a revitalisé le mouvement naxalite vieux de 50 ans. Les maoïstes expriment clairement l'exigence de la population tribale indigène d'avoir une voix dans les politiques concernant l'utilisation de leurs ressources naturelles. Les intérêts des maoïstes et de l'Etat sont par conséquent assez élevés dans ce conflit mutuel.

L'Etat indien suit une double stratégie militaire pour détruire le mouvement maoïste - d'abord, en capturant et en tuant ses cadres, et ensuite, en supprimant ses idéologues du leadership. L'arrestation de Kobad Ghandy (un intellectuel maoïste reconnu) et le meurtre d'Azad en Andhra Pradesh ont porté un sévère coup au mouvement maoïste. Privé de leurs leaders politiques - qui ont soit été tués, arrêtés, ou contraints de se rendre - les cadres maoïstes armés sont maintenant réduits à des gangs errants de maraudeurs et d'extorqueurs. L'accentuation mise sur le militarisme à l'exclusion de l'enseignement idéologique a poussé certains cadres à des activités anti-sociales. Ceci aliène leurs sympathisants dans la société civile, et parmi les militants pour les droits humains.

L'avenir du mouvement naxalite/maoïste

Dans sa stratégie, le CPI(Maoist) continue à adhérer au programme de révolution agraire de Mao qui était suivi en Chine. Mais est-il applicable dans l'Inde d'aujourd'hui ?

Etant une classe dirigeante bourgeoise plus subtile que le Kuomintang chinois, l'Etat indien a adopté la politique de la carotte et du bâton. Il a écrasé la rébellion des tribaux naxalites à Srikakulam, en Andhra Pradesh, suite à quoi il a lancé des mesures amélioratrices en 1972, comme la mise en place de la Girijan Cooperative Corporation octroyant des prêts aux agriculteurs tribaux pour le progrès agricole. A Naxalbari même, dans le Bengale occidental, là où le mouvement maoïste a débuté en 1967, sa base de soutien fut neutralisée par l'introduction de réformes agraires par le gouvernement Left Front à la fin des années '70, réformes qui ont, dans une certaine mesure, bénéficié aux paysans pauvres.

L'érosion des bases maoïstes initiales à Naxalbari et à Srikakulam pose une question importante. Les partisans paysans du programme maoïste de l'époque étaient-ils idéologiquement investis dans l'objectif politique du renversement de l'Etat indien pour le remplacer par un système socialiste, ou étaient-ils davantage intéressés par leurs besoins économiques immédiats - propriété de leurs petites parcelles menacée par les envahisseurs, salaires minimums pour les travailleurs agricoles, entre autres exigences ? Une fois ces demandes satisfaites par une administration obligeante au sein de la structure de l'Etat indien, les paysans autrefois partisans du mouvement maoïste à Naxalbari et à Srikakulam dans les

années 1960-1970 se sont retirés dans le cocon d'une existence viable assurée.

Quel est l'avenir des bases maoïstes d'aujourd'hui (en 2017), qualifiées par les médias selon les termes colorés de Corridor Rouge ? Ces bases de guérilla sont assiégées de toutes parts par les forces armées de l'Etat indien. Les raids réguliers et l'envahissement des bases de guérilla par les forces de sécurité rétrécissent la taille du "Corridor Rouge" et réduisent l'efficacité de la résistance armée maoïste. Ce qui est également troublant, ce sont les redditions d'importants dirigeants du CPI(Maoist), qui étaient idéologiquement engagés pour la cause depuis des années. L'exemple le plus notable est celui de G V K Prasad (connu sous le nom de Gudsa Usendi), un porte-parole de longue date du Dandakaranya Special Zonal Committee du parti qui, avec sa compagne de vie Santoshi Markam, s'est rendu le 8 janvier 2014. Expliquant les raisons de son départ du parti, il a dit que ses dirigeants avaient ignorés ses objections souvent répétées à l'égard d'actions telles que la destruction de bâtiments scolaires et le massacre aveugle d'Adivasis au nom de la destruction de réseaux d'espionnage. Il a toutefois ajouté que ses problèmes de santé étaient également derrière sa décision de reddition [6].

La crise de la stratégie politique et des tactiques militaires maoïstes

Ces développements nous poussent à examiner les facteurs intrinsèques au sein du mouvement maoïste qui ont conduit, dans une certaine mesure, à sa crise actuelle. Qu'est-ce qui s'est mal passé ? La stratégie politique et les tactiques militaires qui en résultent étaient déficientes depuis le début. Quant à la stratégie politique basée sur le paradigme révolutionnaire chinois, ce qui a pu être valide pour la Chine entre 1920 et 1940 n'était pas universellement applicable en Inde, où la société agraire et l'économie diversifiée étaient fracturées par leurs valeurs et pratiques socioculturelles poussées par des loyautés tribales et de castes. Malgré leur courage et leur abnégation, les dirigeants maoïstes indiens sont restés paralysés par leur compréhension limitée des complexités de la vaste société indienne hétérogène. Incapables de formuler une stratégie multidimensionnelle pour ces différentes couches de notre société, les maoïstes se sont principalement concentrés sur la couche la plus exploitée - les pauvres tribaux dans les inaccessibles zones forestières et vallonnées de la région du Dandakaranya dans le centre de l'Inde et dans le Jharkhand à l'est. Là, ils ont trouvé un terrain fertile pour expérimenter leur programme. Selon les maoïstes, ces gens entrent dans la catégorie des paysans pauvres. Ils subissent les formes extrêmes d'exploitation sociale et économique des propriétaires fonciers, ainsi que l'expropriation de leurs terres par les multinationales industrielles - les deux ennemis que l'on peut décrire comme "semi-féodal" et "semi-colonial" en termes théoriques maoïstes.

Les maoïstes ont découvert un autre facteur à leur avantage : la tradition militante des jacqueries paysannes qui ont marqué l'histoire de ces populations tribales depuis la période coloniale britannique. Les maoïstes ont pu raviver cet esprit dans leurs tentatives pour les mobiliser contre leurs oppresseurs, en évoquant les actes héroïques de leurs héros du passé tels que Sidhu, Kanu et Birsa Munda.

Par conséquent, durant toutes ces décennies, la stratégie politique maoïste d'une révolution agraire par l'entremise de luttes de guérilla sont restées restreintes, et n'ont été testées que dans les confins d'une société tribale dans d'inaccessibles zones forestières et vallonnées. Bien que brillant dans ces régions, le CPI(Maoist) n'a pas été en mesure de construire une résistance armée similaire contre l'oppression féodale dans les plaines du reste de l'Inde. Pourtant, les ouvriers agricoles dalits qui sont quotidiennement terrorisés par des propriétaires fonciers et des commerçants de caste élevée dans de vastes étendues du pays rentrent dans la catégorie maoïste traditionnelle des "paysans pauvres". L'ensemble des stratégie et tactiques maoïstes ne convient-il donc qu'à un terrain favorable particulier ?

Un agent catalytique

Malgré qu'ils ne contrôlent qu'une étendue limitée, l'articulation maoïste des exigences des pauvres en milieu rural a eu des échos à travers le pays. Cela a souvent contraint l'Etat indien à prêter attention à ces exigences. Le mouvement maoïste peut être décrit comme jouant - involontairement - un rôle d'agent catalytique positif pour l'amélioration de la société rurale dans l'Inde post-indépendance. Depuis sa première manifestation dans le soulèvement de Naxalbari en 1967, et suite à son développement au cours

des décennies suivantes, l'Etat indien récalcitrant a été contraint de promulguer un certain nombre de réformes législatives relatives aux droits des tribaux sur la forêt, aux salaires minimums pour les ouvriers agricoles et à la fourniture d'emploi rural, entre autres mesures amélioratives similaires. Malgré que ces réformes soient violées dans la pratique - détournement des fonds vers les coffres privés de l'axe des politiciens et commerçants locaux, des entrepreneurs routiers et la mafia de la construction, déni de salaires réguliers aux travailleurs en vertu de la loi - ces mesures législatives ont fourni des outils utiles aux groupes de la société civile et aux militants pour les droits humains dans certaines régions afin qu'ils fassent appel à la justice, ce qui met souvent la pression sur l'administration pour qu'elle se conforme à l'engagement du gouvernement à rencontrer les besoins des pauvres.

Mais, si nous laissons de côté ces retombées bénéfiques indirectes du mouvement maoïste, nous devons nous demander si la stratégie et les tactiques maoïstes fondamentales pour s'emparer du pouvoir d'Etat sont applicables aux vastes étendues des plaines rurales (ainsi qu'aux métropoles urbaines) de l'Inde, où les habitants font face à différents types de problèmes émanant des diverses couches du système socio-économique.

Une économie agraire changeante

Ceci nous amène au problème suivant auquel les maoïstes doivent faire face - le modèle changeant de l'économie dans le secteur rural, qui est le site principal de la révolution maoïste. Ces changements mettent au défi la théorie maoïste traditionnelle des rapports agraires. De récentes conclusions suggèrent que l'économie rurale indienne subit des changements radicaux - transformation de la nature des propriétés foncières, changement du caractère des classes agricoles, naissance d'une classe ouvrière libre de toute attache parmi les paysans pauvres qui sont contraints de travailler dans des secteurs non agricoles en tant que travailleurs contractuels [7]

Il apparaît, selon les témoignages disponibles, que les tendances actuelles dans les campagnes indiennes ne sont pas conformes à l'analyse théorique maoïste conventionnelle d'une catégorisation en quatre classes de propriétaires fonciers, paysans riches, paysans moyens et paysans pauvres. De telles divisions strictes de classe sont estompées par l'intrusion des intérêts industriels néo-libéraux mondiaux dans l'économie rurale.

Ces puissants intérêts perturbent le vieil ordre économique féodal, et divisent la population rurale le long de lignes différentes. La structure du pouvoir socio-économique rural qui était gérée par une classe de grands agriculteurs devenus propriétaires fonciers (connus sous le nom de *jotedar* et identifiés par les maoïstes comme étant les principaux ennemis de classe) a été reprise par une variété d'intérêts allant de descendants d'anciens propriétaires fonciers qui se sont diversifiés dans des professions non-agricoles telles que le commerce, les services, etc. aux forces étrangères comme les industries, les entrepreneurs dans le bâtiment, les agences de construction routière, les propriétaires de bus et de camion, entre autres. Ils offrent des opportunités d'emploi aux pauvres sans emploi en milieu rural, qui ont dans une certaine mesure relâché leur dépendance sur l'agriculture et affaibli leurs traditionnelles entraves semi-féodales. Ces pauvres ruraux ont développé des intérêts dans l'économie selon leurs professions respectives. Nous découvrons donc une nouvelle génération de population rurale indienne dont les exigences et les demandes sont différentes de celles qui étaient abordées par les dirigeants et militants naxalites en 1960-70. Il est par conséquent difficile pour les maoïstes indiens aujourd'hui de mobiliser ces divers segments des pauvres en milieu rural en une classe homogène de paysans exploités, avec pour ennemi et unique cible un système "semi-féodal" amorphe.

Un système de rapports semi-capitalistes à plusieurs niveaux, marqué simultanément par l'exploitation et la concession, se développe dans les campagnes indiennes. L'exploitation (à l'extérieur du système des usines) prend des formes différentes - usurpation des terres agricoles et des zones forestières par des entreprises industrielles et minières ; recrutement de paysans sans terre chassés de ces régions en tant qu'ouvriers contractuels pour les projets de construction ; trafic de leurs femmes vers les quartiers chauds des villes. Les concessions sont allouées par ces mêmes forces d'exploitation par l'intermédiaire de programmes parrainés par l'Etat comme les plans pour l'emploi en milieu rural en tant que filets de sécurité pour contrer les effets néfastes de chômage provoqué par ces politiques industrielles.

Leurs concessions prennent également des formes menaçantes - comme l'achat de sections de pauvres

exploités en les recrutant comme agents rémunérés pour la répression violente de la contestation populaire. L'exemple le plus notoire est celui de la formation du groupe d'autodéfense armée parrainé par l'Etat, la Salwa Judum parmi les pauvres tribaux du Chhattisgarh, ou le recrutement de jeunes tribaux au chômage dans la force policière du Jangalmahal par le gouvernement Trinamool Congress du Bengale occidental pour contrer l'influence maoïste parmi les tribaux - semant ainsi la division au sein des communautés tribales.

La nécessité d'une stratégie révolutionnaire post-maoïste

Face au défi triangulaire de l'exploitation, la répression et la concession par l'Etat et ses agents, les communistes révolutionnaires indiens doivent encore façonner une stratégie à plusieurs niveaux qui se raccorde aux besoins et aux compulsions des ces diverses couches des pauvres du monde agricole qui habitent dans le complexe multifacette qui quadrille des vastes étendues de la campagne indienne - ainsi que d'autres sections de pauvres en milieu urbain.

Au niveau immédiat des opérations, ils doivent réorganiser l'ensemble de la structure organisationnelle en purgeant ses brigades de guérilleros des mercenaires et des extorqueurs. Mais plus fondamentalement, ils doivent également se dégager de la distorsion temporelle dans laquelle ils demeurent emprisonnés. Il s'agit d'une distorsion temporelle. Leurs dirigeants imaginent une situation dans laquelle la stratégie de la révolution de Mao victorieuse dans des conditions historiques particulières en Chine au 20ème siècle réussira dans l'Inde du 21ème siècle.

Les révolutionnaires communistes indiens devraient se rendre compte qu'ils mènent une guerre assez différente (et sur un territoire différent) que celle menée par leurs camarades chinois des années '20 aux années '40 en Chine. Ils devront fabriquer une nouvelle stratégie pour faire face aux caractéristiques capitalistes néo-libérales qui marquent l'économie rurale indienne, et plus largement, la société aujourd'hui.

En outre, ils doivent combattre une autre menace, celle de l'intégrisme religieux (principalement représenté par les organisations armées orientée Hindutva telles que le Bajrang Dal, qui sont parrainées par le gouvernement central dirigé par le BJP). Lors de son neuvième congrès en 2007, le CPI(Maoist) a reconnu cette menace en adoptant une résolution « Contre le fascisme hindou », dans laquelle il promet de « faire de son mieux pour défendre les sections de la population visées par les fascistes hindous », ajoutant qu'il "souhaite s'unir dans un large front avec toutes les véritables forces démocratiques qui souhaiteraient se défendre face à l'offensive fasciste hindoue...". Dix ans ont passé, et il n'a pourtant pas fait grand chose pour soulever ses brigades armées en vue de combattre les sbires du Sangh Parivar qui mènent une campagne meurtrière contre les Dalits et les musulmans à travers toute l'Inde.

Afin de résister au fascisme de l'Hindutva, les actuels leaders du mouvement maoïste doivent aller au-delà de la politique exclusiviste basée sur les classes, et formuler des tactiques adéquates pour "défendre les sections de la population visée par les fascistes hindous", comme ils l'ont promis dans leur résolution de 2007. Ils doivent également reconnaître l'importance des nouvelles formes de protestation populaire contre l'économie néo-libérale - allant des agitations de masse non-violentes telles que le mouvement Narmada Bachao contre les grands barrages jusqu'aux explosions sporadiques de violence de villageois résistant à leur expropriation par les projets industriels de multinationales telles que POSCO dans l'Odisha, ou les manifestations populaires contre les Special Economic Zones ou les centrales nucléaires. La stratégie politique post-maoïste doit inclure ces préoccupations populaires et former des liens avec ces mouvements sociaux. Ceci peut aider les communistes révolutionnaires jusque-là isolés à faire partie intégrante de la résistance populaire, à inter-agir de manière dialectique avec les divers mouvements, en les influençant et en apprenant d'eux, pour être en mesure d'avancer vers leur objectif de mise en place d'un Etat démocratique populaire.

Notes

[1] Kumar Vikal, « The Name of a Village » traduit du hindi dans Thema Book of Naxalite Poetry, édité par Sumanta Banerjee (Kolkata : Thema, 2009).

[2] En fait, le Communist Party of China (CPC) avait toujours joué un rôle opportuniste en choisissant n'importe quel bâton pour battre le gouvernement indien pour s'adapter à leurs intérêts nationaux immédiats. Quelques mois avant le soulèvement à Naxalbari (qu'il allait plus tard qualifier de « patte avant de la lutte armée révolutionnaire »), il a choisi de saluer un violent désordre dans les rues de Delhi le 7 novembre 1966, créé par une bande de fanatiques hindous exigeant l'interdiction de l'abattage des vaches ! Soutenant ces voyous, l'organe officiel du CPC *Jen-min Jinpao* (*People's Daily*) dans son numéro du 12 novembre 1966, l'a qualifié de « violente éruption des sentiments refoulés du peuple indien contre le gouvernement... et signal du développement des contradictions de classe en Inde ». Le soutien du CPC au mouvement naxalite (qui a duré une brève période entre 1967 et 1970) ressemble donc plus à une tentative de trouver un autre outil (que ce soit les communalistes hindous et les insurgés nagas) pour créer autant d'ennuis que possible à l'Inde. Un compte-rendu de la relation complexe ente le CPC et les maoïstes indiens dans le contexte des priorités changeantes des intérêts nationaux chinois dans mon livre *In the Wake of Naxalbari* (Kolkata : Sahitya Samsad, 2008). La première édition de l'ouvrage date de 1980, par l'éditeur Subarnerekha de Kolkata.

[3] *Report of the Expert Group Set Up by the Government of India to Examine Development Challenges in Extremist Affected Areas* (New Delhi : Planning Commission), Chapitre III, avril 2008.

[4] Arundhati Roy, « Walking with the comrades », *Outlook*, 29 mai 2010 ; Gautam Navlakha, *Days and Nights in the Heartland of Rebellion* (New Delhi : Penguin Books, 2012) ; Jan Myrdal, *Red Star Over India* (Kolkata : Setu Prakashani, 2012). Le film documentaire de Soumitra Dastidar retraçant une décennie de lutte armée doit encore sortir. Son ouvrage en Bengali racontant ses expériences et intitulé *Maobadi Deray Ajana Kahini* a été publié par Offbeat Publications, Calcutta en 2012.

[5] "The Causes and Nature of Current Agrarian Tensions", monographie inédite préparée par le Research and Publicity Division, ministère de l'Intérieur, New Delhi, 1969, p 9.

[6] Indian Express, 24 janvier 2014.

[7] Pour une analyse théorique bien documentée de ces changement, je voudrais attirer l'attention de tous sur deux articles importants : (i) « Does « Landlordism » Still Matter ? Reflections on Agrarian Change in India » de John Harriss ; et (ii) « Maoist Movement in India : Some Political Economy Considerations » de Deepankar Basu et Debarshi Das. Ces deux articles ont été publiés dans le *Journal of Agrarian Change*, Vol 13, No 3, juillet 2013.